

Abdoulaye Soma

Droit de l'homme  
à l'alimentation  
et sécurité alimentaire  
en Afrique



Schulthess § 2010  
ÉDITIONS ROMANDES

# Table des matières

Dédicace	VII
Remerciements et pensées	IX
Sigles, acronymes et abréviations	XI
Plan sommaire	XVII
Avant propos	XXI
Préface	XXV
Introduction générale	1

## PREMIERE PARTIE CONSTRUCTION THEORIQUE DU DROIT DE L'HOMME A L'ALIMENTATION

### Titre I

#### Décryptage du contenu normatif du droit à l'alimentation

Chapitre I.	Paramètres définitionnels du droit à l'alimentation	29
Section I.	Composantes matérielles du droit à l'alimentation	32
§ 1.	Droit à la nourriture solide : droit aux ressources alimentaires organiques	33
§ 2.	Droit à la nourriture liquide : droit à l'eau	37
Section II.	Critères fondamentaux du droit à l'alimentation	40
§ 1.	Disponibilité quantitative des produits alimentaires	41
§ 2.	Exigence d'une certaine qualité des produits alimentaires	44
§ 3.	Accessibilité des denrées nutritionnelles	46
A.	Accessibilité physique des denrées nutritionnelles	47
B.	Accessibilité économique des denrées nutritionnelles	49
§ 4.	Acceptabilité des denrées alimentaires	52
A.	Acceptabilité physiologique des denrées alimentaires	52
B.	Acceptabilité psycho-culturelle des denrées alimentaires	55

Section III.	Importance de la sécurité alimentaire et ses rapports avec le droit à l'alimentation	59
§ 1.	Elucidation de la notion de sécurité alimentaire	60
§ 2.	La durabilité comme concept d'union entre sécurité alimentaire et droit à l'alimentation	64
Chapitre II.	Portée et implications juridiques du droit à l'alimentation	67
Section I.	Conditions d'application <i>ratione personae</i> du droit à l'alimentation	67
§ 1.	Bénéficiaires du droit à l'alimentation	67
A.	Individus	67
B.	Peuples	72
§ 2.	Destinataires du droit à l'alimentation	75
A.	Etats	75
B.	Institutions internationales	78
Section II.	Nature des obligations juridiques découlant du droit à l'alimentation	82
§ 1.	Obligations des Etats, destinataires primaires du droit à l'alimentation	82
A.	Obligations juridiques générales	84
1.	Les obligations immédiates	85
2.	Les obligations fondamentales minimales	87
B.	Obligations juridiques spécifiques du droit à l'alimentation : la théorie des trois niveaux d'obligations en matière de droits de l'Homme	90
1.	L'obligation de respecter le droit à l'alimentation	96
2.	L'obligation de protéger le droit à l'alimentation	97
3.	L'obligation de donner effet au droit à l'alimentation	99
§ 2.	Responsabilités d'autres acteurs du droit à l'alimentation	102
A.	Responsabilités imputables à la communauté internationale et à la communauté africaine	102
B.	Problématique de la responsabilité des sociétés multinationales opérant en Afrique	108

## Titre II

### Sources normatives et fondements juridiques du droit à l'alimentation en Afrique

Chapitre I.	Sources normatives du droit à l'alimentation	117
Section I.	Sources universelles du droit à l'alimentation	119
§ 1.	Sources principales du droit à l'alimentation dans les instruments du système universel des droits de l'homme	119
A.	Sources du droit à l'alimentation dans la Charte internationale des droits de l'Homme	119

1.	Le droit à l'alimentation dans la D.U.D.H.	120
2.	Le droit à l'alimentation dans le PIDESC	124
B.	Droit à l'alimentation dans les instruments de protection de catégories spécifiques de personnes	128
1.	Le droit à l'alimentation dans la Convention internationale sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF)	128
2.	Le droit à l'alimentation dans la Convention relative aux Droits de l'Enfant (C.D.E.)	131
§2.	Sources secondaires du droit à l'alimentation dans d'autres instruments Universels	135
A.	Droit à l'alimentation dans les instruments du droit international humanitaire	135
B.	Droit à l'alimentation dans les instruments de protection des réfugiés et des personnes déplacées	138
C.	Droit à l'alimentation dans les instruments de protection des minorités et des populations indigènes ou autochtones	140
D.	Droit à l'alimentation dans les instruments du droit international du travail	142
E.	Droit à l'alimentation dans les instruments du droit de la mer et des cours d'eau internationaux	144
F.	Droit à l'alimentation dans les instruments du droit international de l'environnement	145
G.	Droit à l'alimentation dans les instruments du droit économique international	147
H.	Droit à l'alimentation dans les instruments du droit international pénal	149
Section II.	Sources du droit a l'alimentation dans les intruments internationaux africains	151
§1.	Droit a l'alimentation dans les instruments inter-africains de des droits de l'Homme et des peuples	152
A.	Régime général de la Charte A.D.H.P. : le droit à l'alimentation, un droit jurisprudentiel	152
1.	Quelques généralités sur la Charte A.D.H.P. et le système normatif qu'elle institue	152
2.	Le droit à l'alimentation dans la Charte A.D.H.P. : le sacre jurisprudentiel de la Commission, ébauche d'une théorie générale des droits en filigrane	155
B.	Régimes spéciaux de garantie du droit à l'alimentation dans les instruments normatifs complémentaires de la Charte A.D.H.P.	160
1.	Le droit à l'alimentation dans la Charte africaine des droits et du bien-être de l'Enfant (Charte A.D.B.E)	160
2.	Le droit à l'alimentation dans le Protocole II additionnel à la Charte A.D.H.P. relatif aux droits des femmes (P2.C.A.D.H.P.)	161

§ 2.	Droit à l'alimentation dans d'autres instruments du droit international africain	163
Section III.	Droit à l'alimentation dans les ordres constitutionnels des Etats africains	165
§ 1.	Systèmes constitutionnels explicites de consécration du droit à l'alimentation	167
§ 2.	Systèmes constitutionnels implicites de consécration du droit à l'alimentation	170
Chapitre II.	Fondements juridiques et conditionnement <i>ratione materiae</i> du droit à l'alimentation	174
Section I.	Fondements juridiques du droit à l'alimentation dans les droits connexes	174
§ 1.	Le principe fondateur de la sauvegarde contemporaine des droits de l'homme : protection de la dignité humaine et droit à l'alimentation	175
§ 2.	Droits civils et politiques connexes au droit à l'alimentation	179
A.	Droit à la vie	180
B.	Interdiction de la torture	183
§ 3.	DESC connexes au droit à l'alimentation	186
A.	Droit au travail et à la protection sociale	187
B.	Droit à la santé	189
§ 4.	Droits de solidarité : le droit au développement comme droit de l'Homme intégrant le droit à l'alimentation	191
Section II.	Questions théoriques fondamentales relatives au droit à l'alimentation	196
§ 1.	la Justiciabilité du droit à l'alimentation en Afrique	197
A.	Sur le concept de justiciabilité	197
B.	Cadre général de la justiciabilité du droit à l'alimentation	202
1.	La thèse préliminaire de la justiciabilité des DESC et de tous les droits de l'Homme	202
2.	La thèse de la justiciabilité du droit à l'alimentation en Afrique	209
C.	Quelques critères et orientations pratiques pour juger sur le droit à l'alimentation	215
§ 2.	Problématique de la dérogeabilité du droit à l'alimentation	220
A.	Intangibilité juridique et morale du cœur du droit à l'alimentation	222
B.	Régime juridique de la dérogeabilité des autres aspects du droit à l'alimentation	228
1.	La dérogeation ou la suspension pour circonstances exceptionnelles	229
2.	L'irresponsabilité totale ou partielle de l'Etat pour manque objectif de ressources ou de moyens	234

3. Les restrictions ou limitations ponctuelles	236
Récapitulatif de la première partie, conclusion transitoire	238

**DEUXIEME PARTIE  
CONTEXTUALISATION ET REALISATION DU DROIT DE L'HOMME  
À L'ALIMENTATION ET DE LA SECURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE**

**Titre I**

**Paramètres déterminants de la situation actuelle de l'Afrique en matière  
de droit à l'alimentation et de sécurité alimentaire**

Chapitre I.	Principaux facteurs expliquant le problème alimentaire africain	253
Section I.	Pesanteur de l'héritage historique africain sur le droit à l'alimentation	253
§ 1.	L'irréparable impact économique-humanitaire et sociétal de l'esclavage	253
§ 2.	L'irréversible ponction opérée par la colonisation	257
Section II.	Obstacles conjoncturels au droit à l'alimentation	261
§ 1.	Effets des phénomènes naturels cataclysmiques	262
A.	Péripéties pluviométriques	262
B.	Ravages des insectes culturels	265
§ 2.	Phénomènes sociaux désastreux	268
A.	Pandémies accablantes	269
B.	Affres des conflits en Afrique	273
C.	Effets sur le droit à l'alimentation des sanctions internationales prises à l'égard de pays africains	276
D.	Contraste entre évolution démographique et progrès des ressources économiques et agro-alimentaires	281
Section III.	Obstacles structurels au droit à l'alimentation : l'Afrique dans la configuration internationale et le libéralisme économique mondial	285
§ 1.	Défaveurs du libéralisme commercial multilatéral pour l'Afrique	285
§ 2.	Impacts des politiques d'ajustement structurel et programmes shy ; assimilés	290
§ 3.	Circuit infernal du service de la dette	293
Chapitre II.	Capacités potentielles de l'Afrique en matière alimentaire : les ressources de l'Afrique	298
Section I.	Ressources propres de l'Afrique	298
§ 1.	Ressources économiques	299
A.	Continent aux dotations minérales impressionnantes	299
B.	Disponibilité des ressources nécessaires à la production alimentaire	302

§2.	Ressources institutionnelles : dispositif institutionnel actuel de gestion des problèmes alimentaires en Afrique	306
A.	Mécanismes institutionnels nationaux de sécurité alimentaire	307
B.	Traitement des questions alimentaires par les organismes sous-régionaux intégrés	309
C.	Pratique de l'Union africaine et d'autres institutions continentales en matière de sécurité alimentaire	314
Section II.	Ressources pouvant provenir de la communauté internationale : les apports de la coopération internationale économique et technique	318
§1.	Aide économique internationale	319
A.	Aide publique au développement	319
B.	Aide alimentaire	323
§2.	Institutions universelles en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique	327

## Titre II

### Dispositions indispensables à la concrétisation du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire en Afrique

Chapitre I.	Conditionnalités d'une meilleure réalisation du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire en Afrique	341
Section I.	Création d'un environnement socio-politique et juridique propice à une satisfaction continentale du droit à l'alimentation	341
§1.	Paix, sécurité et stabilité pour les populations africaines	341
§2.	Démocratie, bonne gouvernance et justice sociale en Afrique	346
§3.	Réforme des régimes fonciers et adaptation des systèmes d'exploitation agricole pour la performance agro-alimentaire	351
§4.	Nécessité d'une synergie continentale plus ambitieuse et plus approfondie dans la gestion des problèmes alimentaires	356
Section II.	Respect des normes juridiques et principes directeurs de la réalisation du droit à l'alimentation	360
§1.	Principes du droit international public général	360
A.	Exécution de bonne foi des engagements pris en matière de sécurité alimentaire et des obligations découlant du droit à l'alimentation	360
B.	Principe de subsidiarité dans la détermination de l'ordre des responsabilités pour la réalisation du droit à l'alimentation	363
C.	Principe de la souveraineté étatique induisant la souveraineté alimentaire de l'Etat	366
§2.	Principes spécifiques des droits de l'homme	372
A.	Principes d'égalité et de non-discrimination dans l'application des droits de l'Homme, y compris du droit à l'alimentation	372
B.	Principes d'universalité, d'indivisibilité, d'interdépendance et de traitement égal de tous les droits de l'Homme	376

C.	Principe de l'inadmissibilité des mesures régressives dans la mise en œuvre du droit à l'alimentation	379
Chapitre II.	Meilleures modalités et mécanismes de mise en œuvre du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire en Afrique	383
Section I.	Amélioration de la mise en œuvre nationale du droit à l'alimentation en Afrique: importance des directives volontaires de la FAO	384
§ 1.	Adoption d'une législation-cadre spécifique sur le droit à l'alimentation: plaidoyer pour une approche fondée sur les droits de l'Homme	386
§ 2.	Détermination de programmes d'application interne du droit à l'alimentation et de réalisation de la sécurité alimentaire nationale	392
Section II.	Reconceptualisation de la mise en œuvre multilatérale du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire en Afrique: proposition d'une méthode de gestion distributive des ressources alimentaires et d'une Charte africaine contre la faim	397
§ 1.	Consistance formelle de la méthode	398
A.	Exposé de la substance de la méthode	398
B.	Fondements de l'approche	400
1.	Les fondements juridiques de l'approche: les engagements internationaux en la matière	400
2.	Analyse des autres fondements importants de l'approche	404
§ 2.	Contenu minimum de la Charte africaine contre la faim	406
A.	Préambule	407
B.	But et objet	407
C.	Principes	408
D.	Edification d'un système continental d'informations et de statistiques alimentaires (SCISA)	408
E.	Constitution des stocks de denrées alimentaires de base placés sous l'égide de l'Union Africaine	410
F.	Etablissement d'un fonds continental de sécurité alimentaire	412
G.	Pilotage institutionnel placé sous l'égide de l'Union africaine	413
H.	Fonctionnement de la méthode	414
I.	Autres dispositions utiles à inclure dans la Charte	416
J.	Entrée en vigueur	417
§ 3.	Deux postulats nécessaires à l'efficacité de la méthode	417
Section III.	Mécanismes de contrôle de la mise en œuvre du droit à l'alimentation	419
§ 1.	Contrôle interne du droit à l'alimentation: Pour une théorie de l'incarnation des droits de l'homme, y compris du droit à l'alimentation, en droit interne	420
A.	Contrôle par les systèmes juridictionnels nationaux	425
B.	Rôle des institutions nationales des droits de l'Homme, des O.N.G. et autres organisations de la société civile	428

§2.	Mécanismes interafricains de contrôle du droit à l'alimentation	431
A.	Mécanismes contentieux	431
1.	La Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples	432
2.	Le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant	435
3.	La Cour africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Cour A.D.H.P.)	436
B.	Mécanismes non contentieux	441
1.	Examen des rapports par la Commission A.D.H.P. et le Comité A.D.B.E.	441
2.	Les procédures spéciales du système africain des droits de l'Homme et des peuples : de la nécessité d'un rapporteur spécial continental sur le droit à l'alimentation	443
3.	Contrôle politique du droit à l'alimentation : les mécanismes de Peer Review et de Peer Pressure	444
§3.	Mécanismes universels de surveillance du droit à l'alimentation	447
A.	Mécanismes conventionnels	448
1.	Les mécanismes conventionnels juridictionnels : la C.I.J. et la Cour pénale internationale	448
2.	Les mécanismes conventionnels quasi-juridictionnels : le Comité de la CEDEF et les mécanismes de l'O.I.T.	450
3.	Les mécanismes conventionnels non-juridictionnels : Le Comité DESC et le Comité des droits de l'enfant	453
B.	Mécanismes extraconventionnels : les prérogatives et procédures du Conseil des droits de l'Homme	457
1.	Le système des rapporteurs spéciaux des Nations Unies	458
2.	Le mécanisme de l'examen périodique universel (E.P.U. ou U.P.R.)	460
	Récapitulatif de la deuxième partie, conclusion partielle	462
	Conclusion générale	466
	Bibliographie indicative	473
	Table des matières	547